



Institut de Documentation et de
Recherche sur la Paix

Les cahiers *de l'IDRP*

juin 2010

* Le monde occidental est-il
menacé ?

*par Nils Andersson - Élisabeth Gauthier - Jacques Le Dauphin -
Paul Sindic*

* L'abolition de l'arme nucléaire :
réaliste ou pas ?

par Abraham Béhar - François Géré - Dominique Lalanne

POUR LES MÉDECINS, UN MONDE SANS ARMES NUCLÉAIRES EST POSSIBLE ET SURTOUT NÉCESSAIRE

par le Dr Abraham BEHAR,
président de l'AMFPGN

Comme tous les citoyens, nous sommes conscients du danger des armes nucléaires, de leur absurdité et du risque de faire disparaître notre planète, éventuellement par inadvertance.

Nous sommes aussi parfaitement conscient des difficultés techniques du désarmement et nous dissertons aussi, parfois savamment, des étapes, des délais et de la faisabilité de la dénucléarisation.

Nous ne sommes pas dupes, nous savons que les vrais obstacles sur le chemin de l'élimination totale du stock existant, sont politiques et non scientifiques: les savants de Suède ou d'Afrique du Sud n'ont pas "désappris" comment faire des bombes, ils se sont simplement conformés à la décision démocratique de leur peuples, exprimée par leur parlement, pourquoi pas nous?

Notre préoccupation et donc notre engagement sont ailleurs, cela pourrait être résumé par une recommandation d'un saint chrétien: "Il ne faut jamais induire en tentation". Ce qui est fondamental dans le dispositif nucléaire, et donc radicalement différent des autres armes dites de destruction massive, c'est la capacité offerte à quelques hommes (il se trouve qu'il n'y a pas de femmes jusqu'à ce jour) de détruire par leur seule volonté des millions de vies innocentes, par un simple geste. Ce geste morbide, cette envie de génocide est une menace que nous connaissons bien, car elle se résume dans la tentation parfois irrépressible de passer à l'acte. Tout président d'un pays nucléaire est potentiellement un "docteur Follamour". Cette tentation lancinante est un état psychiatrique bien connu, y compris chez des individus "normaux" et nous savons qu'il n'y a pas de traitement curatif. La seule possibilité préventive est d'annuler la tentation.

Dans notre exercice professionnel quotidien il nous faut parfois conseiller la terrible et douloureuse décision de placer un patient en milieu psychiatrique contre sa volonté pour une seule raison: supprimer l'envie de meurtre ou de suicide. Toutes les arguties sur "l'arme de non emploi" toutes les justifications de "la dissuasion raisonnée" ne pèsent pas à nos yeux: seul compte la défense de la vie de nos patients, et de leur entourage, en éliminant ce risque..C'est donc pour des raisons pragmatiques que nous mettons en priorité, avant même la destruction partielles des têtes atomiques actuelles, LA FIN DE L'ALERTE ATOMIQUE MAXIMALE" qui est de règle aujourd'hui, pour ajouter en urgence un obstacle important entre les pulsions de quelques uns et la possibilité technique de passer à l'acte.

Pour le reste, la lente progression des humains depuis le moyen âge embué dans les ténèbres nucléaires vers la civilisation des lumières ou l'humanité sera délivrée de cette menace absurde sur sa survie exercée par quelques uns, cette marche est de la responsabilité de nous tous. Les motivations des uns et des autres peuvent être différentes, l'objectif est le même : en finir avec l'induction de la tentation du génocide nucléaire.

Abolir, vous avez dit abolir ?

Par François GERE ¹⁵
Directeur de recherches à Paris 3 Sorbonne nouvelle,
Président de l'Institut français d'analyse stratégique

L'effet « abolition »

Depuis avril 2009 la communauté internationale se trouve en face d'une initiative solennelle d'un nouveau président des États-Unis, somme toute assez populaire qui déclare, à Prague, rechercher l'abolition des armes nucléaires. Chacun salue. Certains s'empressent d'adhérer. D'autres se montrent réservés, voire sceptiques. L'abolitionnisme a été remis à l'ordre du jour, dans les colonnes du Wall Street Journal, peu suspect de libéralisme politique, en 2007 et à nouveau en 2008 par une étrange « bande des quatre » composée d'anciens responsables au plus haut niveau de différentes administrations américaines : MM. Kissinger, Shultz, Nunn, Perry, républicains et démocrates associés. Progressivement s'y associent d'anciens dirigeants européens certains toujours en fonction comme M. Frattini, ministre italien des affaires étrangères. En France, MM. Juppé, Norlain, Richard, Rocard publient une tribune de même nature¹⁶. Les réunions du mouvement « Global Zero »¹⁷ se tiennent à Paris. Cette convergence on ne saurait parler de coalition paraît si hétéroclite, sous la bannière de l'opposition au nucléaire militaire, que l'esprit stratégique critique (-s'il n'était pas critique en quoi serait-il stratégique, mais passons !) se voit dans l'obligation de poser des questions et de présenter des objections de bon sens.

Ajoutons que ce type d'initiative apparaît de manière cyclique tant dans la diplomatie des États-Unis que dans les efforts constants des États qui se sont fait les champions de l'idéal de paix et qui, pour cette raison, ont placé les armes nucléaires au sommet de leur agenda de désarmement. Les travaux de la Commission de Canberra en 1995 coïncidaient avec l'effort pour la cessation totale des essais nucléaires avait mobilisé de nombreuses personnalités célèbres, soutenues par quelques États. Fait très remarquable, c'est la première fois que l'effort abolitionniste s'inscrit dans un environnement totalement débarrassé des séquelles de la guerre froide. A vrai dire n'avions nous pas déjà entendu cela en 1983 lorsque le président Reagan avait déclaré son projet de rendre les armes nucléaires « impuissantes et obsolètes » au regard du bouclier anti-missiles dont il lançait l'initiative ?

L'argumentation repose sur l'idée que les armes nucléaires disposent d'un pouvoir de destruction excessif, de dimension planétaire. Mieux vaut les abandonner afin de prévenir la prolifération dans d'autres États et supprimer, en tarissant la source, le risque qu'elles puissent tomber entre les mains d'une organisation terroriste assez fanatique et assez compétente pour ne pas hésiter à les employer. Au delà des clivages de groupes et de personnes, on relèvera que très rarement les personnalités américaines font état de l'écrasante supériorité militaire conventionnelle des États-Unis. Cette élision fausse les données du problème. Cependant ces initiatives ont été reprises et soutenues avec

15 Auteur de L'Iran, état de crise, Karthala, Lignes de repère, février 2010-06-15 - a rédigé le rapport « *Pour une gouvernance mondiale du nucléaire civil et militaire* », Fondation Léopold Meyer, Lausanne, mai 2010.

16 « Pour un désarmement mondial, seule réponse à la prolifération anarchique », Le Monde, 15 octobre 2009. À relever les précisions apportées par Alain Juppé pour prendre ses distances à l'égard de ce texte, « Défense », n°145, mai-juin 2010

17 Il s'agit évidemment d'une organisation qui s'est fixée pour but de supprimer toutes les armes nucléaires. Elle a placé à sa tête de nombreuses personnalités du monde entier. Pour mesurer l'hétérogénéité on se reportera au site internet.

enthousiasme par la communauté américaine de non-prolifération plutôt libérale et liée au parti démocrate, dopée par le discours de Prague du président Obama. Les grandes fondations comme Brookings, et Carnegie Endowment for International Peace font intervenir leurs experts : Ivo Daalder, aujourd'hui ambassadeur des États-Unis à l'OTAN¹⁸, George Perkovich, lié au vice-président Biden¹⁹. Un remarquable rouleau compresseur intellectuel s'est mis en mouvement. Il domine aujourd'hui l'Union Européenne, incapable de formuler une stratégie originale dans des domaines aussi cruciaux qu'elle se refuse, bien à tort, de traiter. En disant « refus » je considère que le concept stratégique de 2003 qui ne manque pas de pertinence ne s'est jamais concrétisé par la création d'une direction ou d'un commissaire en charge, par exemple, de la maîtrise des armements et de la non prolifération. Le résultat est que l'influence efficace de cette manœuvre sur les esprits ne butte que sur les États émergents mais puissants ou sur les perturbateurs qui ne se soucient pas de ces perceptions étrangères, issues d'autres cultures, associées à d'autres intérêts. L'essence même de ce qui pourrait devenir une gouvernance mondiale du nucléaire se situe là, dans le dépassement des clivages entre des géosystèmes²⁰ hétérogènes. En identifiant des coïncidences d'intérêt, en offrant des mécanismes de coopération mutuellement bénéfiques, la gouvernance mondiale permettrait de surmonter les incompatibilités d'intérêts jusqu'à ce jour perçues comme trop fondamentales pour trouver une résolution à travers un compromis pacifique.

Le président Obama et la « logique zéro armes nucléaires » ou comment promouvoir l'expansion de l'industrie électro- nucléaire pacifique.

Les abolitionnistes des armes ne sont pas des antinucléaires. Bien au contraire. Afin d'éviter de fâcheuses illusions, il convient de distinguer précisément les motivations des uns et des autres dans un contexte devenu particulièrement mouvant, favorable à la formation de nouvelles alliances tactiques au regard de buts totalement différents. Par delà les grandes déclarations de principe il importe d'entrer dans la complexité des calculs des différents acteurs.

L'entreprise de B. Obama correspond certes à une logique de non-prolifération. Mais la non prolifération durant la guerre froide et après la guerre froide change fondamentalement de nature. Elle n'est à ce jour ni universelle ni absolue. Elle reste liée à des intérêts particuliers, ceux des États et des industriels moins tournés vers l'armement, beaucoup plus vers les activités civiles. Il faut donc mettre en relation cette nouvelle situation géostratégique avec la seconde phase de développement de l'industrie nucléaire où les États-Unis entendent retrouver toute leur place. Ceci constitue un tournant majeur au regard de la stagnation qui a prédominé depuis trente ans. L'industrie nucléaire américaine s'est profondément transformée. Les grandes sociétés ont formé des liens avec d'autres États. Bref, le marché de l'industrie nucléaire s'est transnationalisé et diversifié. Westinghouse a été repris par Toshiba. Le Japon s'inscrit ostensiblement dans une logique de profit industriel. La Corée du Sud propose des réacteurs de qualité. La Chine mettra bientôt sur le marché mondial son CPR 1000. Les stratégies de développement se sont modifiées en conséquence. La perception japonaise du nucléaire ne coïncide pas avec celle des États-Unis, ni au regard du civil, ni à l'égard du militaire, en dépit des concordances affichées. Dans la perspective de sa

18 Auteur de l'article « The Logic of zero », *Foreign Affairs*, novembre-décembre 2008

19 George Perkovich et James Acton, editors, « Abolishing Nuclear Weapons, a Debate », Carnegie Endowment for International Peace, 2009

20 J'entends par « géosystème » un espace présentant un certain nombre de critères de liaison qui rapprochent des États : voisinage terrestre ou maritime, hydrographie, relations commerciales, contentieux passés, présents et à venir. Tout géosystème est potentiellement conflictuel.

nouvelle phase de développement, l'industrie nucléaire civile exige davantage de mesures de contrôle sur la non prolifération sans pour autant voir leur activité paralysée. C'est donc un équilibre délicat fait d'innombrables mesures et accords très techniques assortis d'un juridisme de plus en plus contraignant concernant la sûreté et la sécurité des équipements et des personnels.

La « logique zéro » et le renouveau de l'arms control... pour aboutir à quoi ?

On retrouve, dans un environnement stratégique certes fort différent, infiniment moins idéologique l'ambiguïté fondamentale de la stratégie des États-Unis à l'égard de la stratégie de dissuasion nucléaire. En 1991, M. Les Aspin, secrétaire à la défense de Bill Clinton prit clairement position sur le rôle des armes nucléaires dans les nouveaux rapports de force de l'après guerre froide. « We were the equalizer...we do not want to become the equalizer ». Durant la guerre froide les armes nucléaires de l'OTAN ont donc servi d'égalisateur ou plus justement de « compensateur » dit le général Poirier par rapport à la supériorité (supposée) des forces conventionnelles de l'Union Soviétique.²¹ C'est pourquoi Les Aspin lança fin 1993 l'initiative de contre-prolifération qui était censée compléter la diplomatie de non-prolifération au cas où celle-ci connaîtrait l'échec vis-à-vis de ces États que les États-Unis nommèrent « rogue states » (États voyous)²². Sans surprise, on constate qu'en dépit de profondes divergences sur la bonne stratégie, démocrates et républicains convergent sur une finalité, somme toute parfaitement logique, la conservation de la supériorité des États-Unis. Point de vue résumé par l'expression « no peer competitor »²³. La question subsidiaire est de savoir si cette supériorité doit être écrasante ou bien si des marges de tolérance dans le rapport des forces peuvent être consenties, de manière à créer ne serait-ce qu'un minimum d'espace diplomatique.

La Nuclear Posture Review (NPR) de 2002, élaborée par l'administration de G. W Bush confesse la vérité de ce choix. Ce document présentait clairement les composantes de ce que doit être la supériorité stratégique écrasante des États-Unis. En effet il ne s'agit pas seulement des armes nucléaires mais des systèmes qui contribuent à leur mise en œuvre dans des conditions optimales. Or deux évolutions récentes ont profondément transformé la capacité des systèmes : micro-informatique et les différents segments spatiaux tant pour les transmissions que pour la navigation. Ces technologies, non directement nucléaires, ont amélioré considérablement des domaines comme les temps de réaction pour la mise en œuvre des armes et la précision. Par ailleurs la furtivité a permis dans les années 1980 des gains d'efficacité importants mettant au défi un peu plus les défenses anti-missiles.

L'avance technologique pour la gestion et la mise en œuvre des moyens de C2-C3 (Command-Control-Communication) constitue donc un élément essentiel, liée aux armes nucléaires et aux armes conventionnelles comme les missiles de croisière qui ne peuvent être laissées de côté si l'on entend établir une gouvernance sérieuse, crédible, efficace et durable. Un autre objectif consiste à favoriser le développement de la DAMB (défense antimissile balistique), entreprise coûteuse, pouvant provoquer une course aux armements entre missiles et antimissiles ou bien un renforcement des capacités nucléaires offensives afin de s'assurer de pouvoir traverser l'hypothétique rideau défensif. On retrouve là l'infamante problématique de la « stabilité stratégique », au regard des premières et secondes frappes qui s'est développée dans les années 1960-1980 et a servi de moteur conceptuel à

21 Lucien Poirier, « Des stratégies nucléaires », Hachette, 1977

22 François Géré « La politique de défense américaine de Les Aspin », Défense nationale, décembre 1993.

23 Cette notion repose sur l'idée que l'Union soviétique était parvenue à faire jeu égal avec les États-Unis au plan militaire et que cette situation d'égalité ne devait en aucun cas se reproduire. Elle a été constamment réaffirmée par tous les secrétaires américains à la défense. Elle guide la stratégie militaire à l'égard de la Chine.

la course aux armements.

Abolition et non prolifération

Il serait naïf de penser que l'administration de Mr Obama fasse table rase de ces orientations. Elle veut certes changer les modalités du dialogue diplomatique, modifier la hiérarchie des priorités stratégiques mais sans toucher aux objectifs ultimes, à savoir la préservation et même, le renforcement de la suprématie des États-Unis. Tel est le sens de la nouvelle NPR dont la version officielle a été rendue publique en mai 2010²⁴. Cet acte de stratégie déclaratoire s'accompagne de manœuvres diplomatiques nouvelles qui manifestent une volonté de rupture notamment sur la DAMB²⁵ afin de changer la relation avec la Russie dans une optique d'un *arms control* rénové dans une perspective affichée d'abolitionnisme.

Cette situation, relativement nouvelle et certainement prometteuse à court terme, constitue une occasion particulièrement favorable pour formuler des propositions aussi innovantes que possible dans un domaine qui depuis quelques années est en pleine ébullition.

Il importe de repenser les rapports nucléaires dans leur réalité présente afin de pouvoir surmonter les blocages et les obstacles d'antan.

Trois questions se posent :

- l'abolition affecte-t-elle les motivations des « primo-proliférateurs » qui recherchent le pouvoir compensateur de l'atome afin d'assurer leur sécurité face à la supériorité conventionnelle des États-Unis ?
- l'abolition peut-elle aboutir à un équilibre de puissance plus juste ou consacre-t-elle une aggravation des déséquilibres. Ceci pourrait conduire à une relance de la course aux armements dans les secteurs de pointe tels que la défense anti missiles, les armes stratégiques conventionnelles, la militarisation de l'espace.
- le terrorisme nucléaire mérite-t-il une place aussi éminente que celle que l'on semble vouloir lui conférer ?²⁶

La conférence d'examen du TNP de mai 2010 a été fortement marquée par le nouveau souffle abolitionniste américain. Deux groupes ont su en tirer parti : les 116 États non-alignés et la « Coalition pour un Nouvel Agenda » regroupant le Brésil, l'Égypte, l'Irlande, la Nouvelle Zélande, l'Afrique du Sud et la Suède. Elle a conduit à l'adoption par consensus d'un document important comportant trois volets principaux.

L'ouverture d'une conférence régionale en 2012 sur la création au Proche Orient d'une zone exempte d'armes de destruction massive. Pour la première fois, l'exceptionnalité de l'État d'Israël au plan nucléaire est prise en compte, ce que les États-Unis auraient préféré éviter²⁷.

La relance d'une nouvelle phase de désarmement nucléaire par les États détenteurs d'armes sans toutefois fixer de limites chronologiques contraignantes.

24 Comme toujours la publication déclassifiée a été précédée en mars-avril de « fuites » sur la version classifiée qui prenait en compte la notion d'utilisation d'armes conventionnelles stratégiques pour une frappe intercontinentale instantanée « Instant Global Strike out » comme forme alternative de dissuasion, ce qui n'est pas propre à rassurer les États à la recherche de leur sécurité.

25 Rappelons que le président décida d'annuler le déploiement de segments d'un système anti-missiles en Pologne et en République Tchèque qu'avait recherché son prédécesseur afin de protéger l'Europe contre les missiles balistiques de l'Iran.

26 Le terrorisme nucléaire a été placé au sommet de l'agenda de sécurité des États-Unis depuis la conférence de Washington sur la sécurité nucléaire des 13-14 avril 2010

27 Déclaration de M. Gary Samore, conseiller du président Obama pour la non-prolifération nucléaire à l'issue de la conférence d'examen, le 31 mai 2010 : « je sais pas si cette conférence pourra jamais se tenir... » On ne saurait être plus décourageant !

La promotion de l'usage pacifique de l'énergie nucléaire. Ce dernier point est essentiel. Il explique en effet en grande partie la logique abolitionniste.

Ces aboutissements correspondent presque point par point aux problématiques que nous avons dégagées.

La France réservée, pourquoi ?

La France, du moins une large majorité de ses citoyens, conserve un attachement profond, culturel et historique à l'égard de la dissuasion nucléaire pour avoir fait l'expérience traumatisante de l'invasion et de l'occupation. Elle partage cela avec la Russie, la Chine et, dans une moindre mesure, le Royaume-Uni. Les États-Unis, par chance, ignore tout de cela. Elle continue donc à voir dans la dissuasion nucléaire l'assurance contre la surprise stratégique qui, soudainement, mettrait en cause les intérêts vitaux.

A tort ou a raison la France a décidé de revenir dans la structure militaire intégrée de l'OTAN, sauf dans le groupe des plans nucléaires pour sauvegarder son autonomie de décision²⁸ afin de ne jamais se trouver sans l'avoir voulu engagée dans une guerre majeure qui ne serait pas la sienne²⁹.

Pour autant, il serait mal venu de dire que la France ne souhaite pas s'inscrire dans la logique d'un monde sans armes nucléaires. Elle en accepte volontiers l'objectif ultime dès lors que, pas à pas, seront franchies un certain nombre d'étapes :

La diminution des arsenaux américains et russes au terme du traité START 2 signé à Prague en mai 2010 constitue une étape importante mais non suffisante. Il conviendrait que les États-Unis et la Russie mettent en route un processus START3 qui considérerait des niveaux entre 500 et 700 armes nucléaires stratégiques. De tels chiffres commenceraient à devenir sérieux au regard de la montée en puissance de la Chine. Ils correspondraient aussi à la conception française de la juste suffisance.

Le renforcement et l'universalisation des régimes de non-proliférations (TNP, TICE, cut-off³⁰) et des mesures de contrôle qui doivent en assurer la fiabilité en renforçant la gouvernance mondiale du nucléaire civil et militaire

L'engagement de négociations sur les outils nouveaux et futurs de la puissance militaire : les armes conventionnelles « stratégiques » précises de portée intercontinentale assurant la frappe dans la grande profondeur, le C-2 et corrélativement la réglementation de l'utilisation de l'Espace.

Enfin j'ajouterai pour faire bonne mesure la réglementation rigoureuse de cette nouvelle dimension de la conflictualité que constitue de plus en plus et inexorablement le Cyberespace.

28 Notion plus fine que celle d'indépendance nationale qui tend à s'effiloche dans la construction européenne, comme l'avait très tôt relevé le général Poirier, « Des Stratégies nucléaires », op. cit) et réaffirmée dans Lucien Poirier et François Géré « La réserve et l'attente, l'avenir des armes nucléaires françaises », Economica, 2000

29 Le président de la république, Nicolas Sarkozy a fortement marqué ses distances à l'égard de l'abolition lors de ses interviews à la conférence de Washington sur la sécurité et à l'occasion de son dernier discours à bord du porte-avions Charles de Gaulle, le 10 juin 2010.

30 Respectivement traité de non-prolifération, Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (que les États-Unis n'ont toujours pas ratifié) et traité de cessation de toute production de matières nucléaires à des fins explosives.

L'élimination de l'arme nucléaire, est-elle réaliste ?

**Dominique Lalanne,
physicien nucléaire**

Décidée depuis 40 ans dans un Traité international, l'élimination des armes nucléaires n'est toujours pas programmée dans un avenir prévisible. Les pays qui la possèdent en expriment toujours l'absolue nécessité pour assurer leur "sécurité". Sans évolution des doctrines, l'élimination n'est pas à l'ordre du jour.

La fin de la guerre froide a théoriquement éliminé la justification des deux hyper-arsenaux russe et américain mais en réalité il faut constater que les capacités de frappes demeurent très au delà de toute rationalité. Avec encore 10.000 bombes dans chacun de ces deux camps, la planète peut être détruite une centaine de fois. Et maintenant 9 pays nucléaires se disent prêts à frapper. Les doctrines n'ont pas évolué, l'état d'alerte est toujours en son maximum. Aux États-Unis comme en Russie, sur le simple signal radar d'un missile non identifié et supposé hostile, la frappe de représailles doit être déclenchée, le tout se décidant en une trentaine de minutes.

Un objectif politique depuis toujours

L'élimination de l'arme nucléaire a été décidée tout de suite après son utilisation à Hiroshima et Nagasaki. En effet cette décision a été prise par l'Assemblée générale des Nations unies en 1946, dans sa toute première Résolution : La Commission devra faire des propositions *"pour l'élimination des armes atomiques des armements nationaux ainsi que de tous les autres types d'armes de destruction massive"*.

Quinze ans plus tard, en 1961, le Président Kennedy a fait un discours aux Nations unies, beaucoup plus percutant : *" chaque homme, femme ou enfant vit sous une épée nucléaire de Damoclès accrochée à de fragiles fils qui peuvent être coupés à tout moment par accident ou erreur, ou par folie. Ces armes de guerre doivent être abolies avant qu'elle ne nous abolissent. (...) Des négociations de désarmement doivent reprendre rapidement et continuer sans interruption jusqu'à ce qu'un programme entier de désarmement général et complet n'ait été non seulement accepté mais aussi réalisé. (...) Ce programme doit impliquer une réduction drastique des forces, nucléaires et conventionnelles jusqu'à l'abolition de toutes les armées et de toutes les armes sauf celles nécessaires pour assurer l'ordre intérieur et celle pour une nouvelle Force de paix des Nations unies"*.

Il serait difficile d'avoir un discours plus ambitieux en 2010 !

Enfin en 1970, le Traité de non prolifération (TNP) est signé. Les États s'engagent à éliminer "de bonne foi " leurs armements nucléaires.

Soixante cinq ans ont passé depuis Hiroshima, et 40 ans depuis l'entrée en vigueur du TNP, il semblerait normal que l'arme nucléaire soit abolie depuis longtemps... Barack Obama a rappelé cette exigence en mai 2009 à Prague ... et décroché le prix Nobel de la Paix !

Ainsi à l'unanimité, la communauté internationale, puissances nucléaires comprises, affirme l'exigence politique de l'élimination des armes nucléaires. Si cette élimination n'a pas été possible ce n'est donc pas à cause d'une opposition politique à son principe.

Le refus d'engagement des États nucléaires en 2010

La Conférence d'examen du TNP en mai 2010 est la meilleure illustration de la paralysie de la communauté internationale pour décider d'étapes d'élimination.

Les étapes sont connues grâce à de nombreux experts internationaux. Le premier groupe à avoir fait une liste de propositions est la Commission Canberra en 1995 dont Michel Rocard était le seul Français. La dernière commission en date est celle présidée par Hans Blix, l'ancien directeur de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) qui a rendu son rapport en 2006. De nombreuses associations internationales ont rédigé un projet de "Convention d'élimination" qui a été proposé au vote de l'Assemblée générale de l'ONU et voté par une forte majorité en 2007.

Ces mesures de désarmement ont été rappelées par de nombreux États lors de la Conférence d'examen du TNP de 2010. La déclaration finale qui a été adoptée par consensus est révélatrice de l'incapacité de décision de cette institution. Quelques exemples:

"La Conférence note que le Secrétaire général de l'ONU a fait la proposition de considérer des négociations sur une Convention d'élimination des armes nucléaires". En isolant ainsi le secrétaire général, il est clair que la Convention d'élimination n'est pas envisagée.

"La Conférence note la nécessité de faire de nouveaux progrès pour diminuer le rôle des armes nucléaires dans les politiques de sécurité". C'est une nécessité, le mot est important, ce n'est pas une obligation.

"La Conférence reconnaît l'intérêt légitime des pays non-nucléaires pour arrêter les programmes de modernisation des armes nucléaires dans les pays nucléaires". Les pays non-nucléaires sont intéressés. Pas les pays nucléaires...

"La Conférence reconnaît que la diminution de l'état d'alerte des arsenaux nucléaires serait une contribution à un processus de désarmement nucléaire". Il serait étrange de penser le contraire... mais ce niveau d'alerte n'est pas remis en cause.

Le TNP est donc incapable de décider d'étapes réelles d'élimination. Grâce à la règle admise du "consensus", les États nucléaires peuvent imposer leurs vues pour paralyser toute évolution.

Les blocages à toute évolution

Une politique destinée à l'élimination des armes nucléaires ne consiste pas en une politique de diminution de la taille des arsenaux, ni en l'abandon d'installations obsolètes. Ainsi le Traité START récemment signé entre les États-Unis et la Russie qui prévoit de limiter à 1550 le nombre de têtes nucléaires de chacun des deux États dans 7 ans n'est qu'une mesure de meilleure gestion des arsenaux. Pas un processus d'élimination des armes. En parallèle d'ailleurs, l'arsenal russe se modernise et les États-Unis continuent leur développement de bouclier antimissile. L'abandon par la France de son site d'essais de Moruroa en est un autre exemple. L'accélérateur Airix, le Laser Mégajoule et le super-calculateur Téra sont les outils modernes adaptés pour moderniser les têtes nucléaires actuelles et mettre au point l'arme nucléaire du futur à fusion pure et déclenchement laser.

Le blocage réel pour passer de l'optimisation des arsenaux à l'idée d'élimination des arsenaux a une double cause: l'une est l'existence d'un énorme complexe militaro-industriel qui dicte sa volonté aux dirigeants politiques et l'autre correspond aux doctrines exprimées par les dirigeants politiques sur la "sécurité" apportée par les armes nucléaires.

Donnons un exemple caricatural du complexe militaro-industriel américain. Juste après son investiture, Barack Obama a décidé d'annuler la nouvelle usine d'amorce au plutonium de Los Alamos. Dix-huit mois après, la nouvelle posture américaine décide du contraire. Barack Obama doit s'incliner devant le Pentagone, les laboratoires concernés et les industriels.

Pour la doctrine sur la "sécurité", la caricature est gagnée par la France. Jacques Chirac en 2006 annonçait que l'arme nucléaire pouvait être utilisée dans le cas de menaces pour "nos approvisionnements stratégiques" et en 2008 Nicolas Sarkozy précisait que nos armes nucléaires pourraient procéder à une "*frappe d'avertissement si nos adversaires se méprenaient sur nos intérêts vitaux*". Pendant la guerre froide nos armes nucléaires étaient présentées comme des armes de "non-emploi", de "légitime défense", maintenant nos armes deviennent des armes d'utilisation par des "frappes d'avertissement" pour défendre nos "intérêts"... La dérive de doctrine est dramatiquement inquiétante. Avec de tels discours, l'incitation à la prolifération est maximum, si la France a besoin d'armes nucléaires pour assurer une "sécurité" ainsi conçue, tous les pays auront besoin d'armes nucléaires. L'élimination n'est plus à l'ordre du jour mais au contraire, c'est la prolifération qui est encouragée.

Une évolution possible

Pour imposer un changement de doctrine des pays nucléaires, il faut s'intéresser en priorité au contenu des doctrines. Ainsi par exemple la doctrine qui consiste à être en état d'alerte pour autoriser un tir de représailles quasi instantané. Si cette doctrine continue à exister, aucune évolution vers une autre conception de la sécurité n'est possible. La sécurité de chaque État nucléaire consiste à assurer l'insécurité maximum de son adversaire potentiel. Des mesures de mise hors alerte ont été demandées par toutes les commissions depuis la Commission Canberra. Une mesure pourrait consister à ne pas mettre les missiles nucléaires dans les sous-marins. Cela faciliterait aussi les mesures de transparence. Démontager les têtes des missiles retarderait de plusieurs semaines un tir nucléaire et commencerait à créer une autre notion sur la "sécurité" sans armes nucléaires. Un tel démontage était demandé par la Commission Canberra.

L'arrêt des programmes de modernisation permettrait d'imaginer une fin prochaine du rôle des armes nucléaires. C'est aussi demandé dans tous les rapports concernant l'élimination des armes nucléaires.

Dans le contexte actuel, l'élimination n'est envisagée par aucun des pays nucléaires signataires du TNP, à l'exception de la Chine qui dit vouloir une Convention d'élimination.

Conclusion

Si un pays nucléaire, la France par exemple, prenait une réelle mesure de désarmement, un changement de l'état d'alerte par exemple, permettant de provoquer un débat international sur la nécessité d'un changement des doctrines de sécurité, alors une évolution serait imaginable. Les opinions publiques peuvent avoir un rôle déterminant pour imposer de telles décisions à des élus. La société civile a su imposer des remises en cause de certains types d'armes comme les mines antipersonnel. Pour les armes nucléaires, la conscience du danger imminent n'est pas clairement perçue. Qui réalise que notre planète peut disparaître par erreur dans 30 minutes ? C'est la grande difficulté présente pour qu'un débat puisse opérer une réelle remise en cause.

SOMMAIRE -----

❑ dossier 1 : Le monde occidental est-il menacé ?

- ◆ Nils Andersson, essayiste
- ◆ Élisabeth Gauthier, directrice d'Espaces Marx
- ◆ Jacques Le Dauphin, directeur de l'IDRP
- ◆ Paul Sindic, chercheur



❑ dossier 2 : L'abolition de l'arme nucléaire : réaliste ou pas ?

- ◆ Dr Abraham Behar, Président de l'AMFPGN
- ◆ François Géré, Président de l'Institut français d'analyse stratégique
- ◆ Dominique Lalanne, physicien.

Nouvelles brèves :

○ le prochain numéro des Cahiers de l'IDRP paraîtra en septembre. Il comportera un dossier sur le thème « le Mouvement des Non-alignés a-t-il encore un avenir dans le contexte international actuel ? » et un second sur « Comment apprécier aujourd'hui le concept de dissuasion ? ».

○

*Les Cahiers de l'IDRP - Publication trimestrielle de l'Institut de Documentation et de Recherche sur la Paix -
Directeur de publication : Jacques Le Dauphin - C.P.P : en cours
Prix au numéro : 5 € - Abonnement annuel (4 n°) : 16 €*

IDRP - 4 place des Bouleaux - 94200 Ivry sur Seine – <http://www.institutidrp.org> - contact : 06 65 22 20 83